

(1)

(N° 38.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1854-1855.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 2.

M. LANDELOOS, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 9015. | Par pétition datée de Bruxelles, le 15 novembre 1854.
Le sieur Du Bois, ancien examinateur permanent de l'école militaire, soumet à la Chambre un dossier des documents officiels sur la marche de l'enseignement à cette école et demande une loi qui assimile les examinateurs permanents à de simples professeurs, pour le règlement de la pension de retraite. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 2. | 8982. | Par pétition datée d'Overpelt, le 8 novembre 1854,
Le sieur Laenen demande le payement du capital et des arrérages d'une rente constituée par la ville de Diest en faveur de son grand père maternel. — Concl. — Ordre du jour. |
| 3. | 8975. | Par pétition datée de Mariembourg, le 7 novembre 1854,
Le conseil communal de Mariembourg demande que le Gouvernement fasse construire, dans cette ville, des aqueducs pour l'évacuation des eaux qui inondent les caves des habitants, depuis que les fossés de la place ont été remblayés. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4. | 8968. | Par pétition datée de Mons, le 31 octobre 1854,
La dame Caupain prie la Chambre d'autoriser le Trésor à lui rembourser la somme que lui devait la caisse de consignations de la dépositaierie du Hainaut, ou de la relever de la déchéance prononcée par l'art. 3 de la loi du 5 juin 1850. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |

5. 8939. Par pétition datée d'Esemael, le 17 juillet 1854,
Le sieur Pecters, négociant à Esemael, demande qu'une seconde voie d'évitement soit affectée au service de la station du chemin de fer à Esemael. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
6. 8936. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 mai 1854,
Le sieur Sandrin réclame l'intervention de la Chambre pour être indemnisé des pertes qu'il a essuyées par suite des événements de 1830. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
7. 8923. Par pétition sans date,
Les sieurs Collard et Le Gardeur de Bazeilles demandent que le Gouvernement rapporte l'arrêté du 12 octobre 1853 qui autorise la ville de Neufchâteau à acheter, par voie d'expropriation forcée, les terrains et bâtiments à sa convenance pour la construction d'un hôtel de ville et des écoles, et qu'il les indemnise des pertes qu'ils ont éprouvées à cette occasion. — Concl. — Ordre du jour.
8. 8871. Par pétition sans date,
Quelques docteurs en droit demandent que les récipiendaires pour la candidature au notariat soient dispensés de subir un examen sur le Code civil lorsqu'ils ont déjà obtenu le grade de docteur en droit. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.
9. 8852. Par pétition datée de Louvain, le 18 mars 1854,
Le sieur Noël, passementier à Louvain, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité en compensation du dommage qu'ont éprouvé les produits de son industrie qui ont figuré à l'exposition de Londres, en 1851. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
10. 8806. Par pétition datée de Saint-Michel lez-Bruges, le 7 avril 1854,
Le sieur Logé, ancien notaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir justice de l'arrestation dont il est l'objet. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
11. 8776. Par pétition datée de Molenbeck-St-Jean, le 3 avril 1854,
Le sieur Van Montagu prie la Chambre de lui accorder un secours pour l'indemniser des pertes qu'il a essuyées dans ses fournitures de vivres à la garnison de Termonde. — Concl. — Ordre du jour.

12. 8758. Par pétition datée de Vilvorde, le 28 mars 1854,
Le sieur Baes, professeur à Vilvorde, fait hommage à la Chambre de cent dix exemplaires d'un traité sur le commerce intérieur et extérieur de la Belgique et sur les moyens de le faire reflourir, et demande un subside pour l'aider à couvrir les frais de cette publication et de ses traités sur l'instruction, les devoirs des bureaux de bienfaisance, etc. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 8738. Par pétition en date du 17 mars 1854,
Le sieur Sampaix-Collin prie la Chambre d'intervenir pour que l'administration communale de Neuschâteau fasse droit à ses réclamations, et demande qu'en attendant un secours lui soit alloué. — Concl. — Ordre du jour.
14. 8523. Par pétition datée de Saint-Pierre-Capelle, le 30 novembre 1854,
Le sieur Leestmans réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef d'une emprise faite par le Gouvernement pour la construction de la route pavée de Ninove à Enghien, ainsi que les intérêts légaux depuis le jour de la prise de possession de sa propriété, et demande une indemnité du chef des travaux de préservation qu'il a dû faire à sa maison. — Concl. — Ordre du jour.
15. 8994. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 novembre 1854,
Le sieur Greefs réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à l'action dont il a saisi le tribunal de première instance de Turnhout. — Concl. — Ordre du jour.
16. 8975. Par pétition datée de Bruges, le 9 novembre 1854,
Le sieur d'Haenens prie la Chambre de modifier la législation en matière de détention pour dettes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
17. 8795. Par pétition datée de Bruxelles, le 5 avril 1854,
8632. Plusieurs ouvriers, à Bruxelles, demandent qu'il soit pris des mesures pour aider la classe ouvrière à traverser la crise alimentaire; prient la Chambre de décréter que les traitements à charge de l'État, qui ne sont pas inférieurs à 2,000 francs, seront soumis à une retenue progressive; que les fonctionnaires dont les appointements ne sont pas indispensables à leur existence habituelle seront obligés d'en faire l'abandon, et qu'il sera nommé une commission chargée de centraliser les opérations des approvisionnements et d'organiser des comités pour surveiller la distribution des secours.
Même demande de plusieurs ouvriers à Namur. — Concl. — Ordre du jour.

M VANDERDONCKT, 2^e rapporteur.

18. 8093. Par pétition datée d'Arsimont, le 24 novembre 1853,
Des habitants d'Arsimont demandent que ce hameau de la commune d'Auvélais en soit séparé pour former une commune distincte. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
19. 8225. Par pétition datée de Roulers, le 18 janvier 1854,
Le sieur De Geest prie la Chambre d'examiner si les impôts ou cotisations forcées ne devraient pas être établis sur des bases fixes et déterminées; s'il n'y aurait pas lieu de déclarer que les bourgmestre et échevins ne peuvent être parents ni alliés entre eux jusqu'au quatrième degré inclusivement; et s'il ne serait pas nécessaire de décider que l'individu âgé de 75 ans ne peut être appelé aux fonctions de bourgmestre, au moins dans les communes de plus de 10,000 âmes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
20. 3498. Par pétition datée d'Ypres, le 9 décembre 1853,
Le sieur Cardinael réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des sommes qu'il a payées du chef de travaux publics. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
21. 8108. Par pétition datée de Lessines, le 10 décembre 1853,
Des fabricants de cirage, à Lessines, demandent que la dénaturation des melasses incristallisables employés dans leurs établissements puisse se faire au moyen d'un ou de deux pour cent de noir animal. — Concl. — Ordre du jour.
22. 8946. Par pétition datée de Zèle, le 20 septembre 1854,
Plusieurs habitants de Zèle, intéressés dans l'industrie des déchets de lin brut, présentent des observations en faveur de la libre sortie de cette matière. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
25. 8886. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 mai 1854,
Plusieurs négociants de Bruxelles et de ses faubourgs prient la Chambre de réviser les lois relatives à l'octroi, si la suppression de cet impôt ne venait à être prochainement décrétée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

24. 8848. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 avril 1854,
Des distillateurs agricoles réunis à Bruxelles, présentent des observations sur le projet de loi relatif aux distilleries et prient la Chambre de rejeter l'augmentation du droit d'accise, de maintenir la remise de 15 p. % avec limitation de 30 hectolitres et de porter au taux de l'accise la décharge pour le genièvre exporté. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
25. 8920. Par pétition datée d'Aubin-Neufchâteau, le 11 mai 1854,
La veuve du sieur Debatice réclame l'intervention de la Chambre pour que son fils Théodore, milicien de la levée de 1853, soit libéré du service militaire ou envoyé en congé illimité en attendant son licenciement. — Concl. — Ordre du jour.
26. 8171. Par pétition datée de Schaerbeek, le 22 décembre 1855,
Le sieur Verstappen, commis des accises pensionné, prie la Chambre de lui faire obtenir une place ou un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
27. 8018. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 14 novembre 1853,
Le sieur Guinez, capitaine commandant de cavalerie en non activité, prie la Chambre de décider s'il peut être admis à faire liquider sa pension suivant la loi du 16 juin 1836. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
28. 8949. Par pétition datée de Lille, le 26 octobre 1854,
La dame Lehouque, veuve du sieur Havard, ancien receveur des contributions, demande une modification à la loi sur les pensions, en faveur de la veuve remariée. — Concl. — Ordre du jour.
29. 8119. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 décembre 1855,
Le sieur Cambier, ancien militaire, commis en disponibilité de l'administration des chemins de fer de l'État, réclame l'intervention de la Chambre pour que sa position de disponibilité vienne à cesser, ou que son traitement d'attente soit proportionné à ses besoins. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
30. 8050. Par pétition datée d'Ixelles, le 24 novembre 1853,
Le sieur Vansaene, boulanger à Ixelles, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme qui lui est due par un fonctionnaire de l'État. — Concl. — Ordre du jour.

51. 8123. Par pétition datée de Louette-Saint-Pierre, le 11 décembre 1853,
 Le sieur Aubert, ancien gendarme, demande la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
52. 8937. Par pétition datée de Malines, le 23 mai 1854.
 Le sieur Crabbe, surveillant à l'administration des chemins de fer, en disponibilité, demande une récompense nationale pour services rendus en 1850 et 1851. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
55. 8990. Par pétition datée d'Ottignies, le 10 novembre 1854,
 9060. Les membres du conseil communal d'Ottignies demandent que la société concessionnaire du chemin de fer du Luxembourg soit autorisée à faire l'ouverture de la partie de cette voie qui est achevée jusqu'à la station d'Ottignies.
 Même demande de plusieurs industriels des vallons de la Dyle et de l'Orneau. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
54. 8951. Par pétition datée de Louvain, le 2 juillet 1854,
 Le sieur Mattecroes propose des mesures destinées à l'amélioration des classes ouvrières. — Concl. — Ordre du jour.
55. 8908. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 mai 1854,
 Le sieur Rentmeister, ancien maréchal-des-logis de la gendarmerie, demande une augmentation de pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
56. 8252. Par pétition datée de Fleurus, le 21 janvier 1854,
 Le sieur Pasquier-Nalinne, pharmacien-chimiste à Fleurus, breveté pour une eau propre à éteindre subitement les incendies, demande que le Gouvernement lui accorde une prime équivalente aux droits de son brevet ou une réduction sur les frais de transport de sa marchandise par le chemin de fer de l'État. — Concl. — Ordre du jour.
-